

## **Solidarité contre la répression en Russie, pendant et après les J.O.**

*Plusieurs organisations, trop peu, dont un seul syndicat (l'Union syndicale Solidaires) ont voulu réagir ensemble durant les Jeux Olympiques de Sotchi, pour dire leur solidarité avec celles et ceux qui s'affrontent au pouvoir russe. Le communiqué suivant a été signé par Les Alternatifs, Alternative libertaire, Ensemble – Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire, Gauche anticapitaliste, Nouveau parti anticapitaliste, Solidaires.*

Pour le régime dictatorial russe, les Jeux Olympiques de Sotchi sont l'occasion de mettre en scène sa puissance et ce d'autant mieux qu'il est cautionné par les nombreux états amis, le mouvement olympique et les firmes transnationales qui sponsorisent cette compétition. Rassemblements et manifestations sont interdits par décret pour toute la durée des JO. Ces interdictions et le bâillonnement des libertés constituent une règle permanente en Russie. Le pouvoir compte sur les JO pour faire silence sur ses agissements liberticides. **De nombreux militant-es de gauche, anticapitalistes, syndicalistes, écologistes sont emprisonné-es ou en instance de jugement.** Ils et elles sont réprimé-es par le pouvoir du fait de leur participation en 2012 aux mobilisations de masse contre les élections présidentielles truquées par l'état poutinien.

**Les lesbiennes, gay, bi et trans font l'objet de persécutions spécifiques (loi contre la « propagande homosexuelle »).** De même, ce pouvoir criminel tolère voire encourage les mouvements d'extrême droite qui ont assassiné ces dernières années de nombreux immigré-es et militant-es antifascistes. Par ailleurs rappelons également l'expulsion il y a plus de deux mois de 5 000 travailleurs sans papiers serbes qui ont travaillé pour construire les infrastructures des JO de Sotchi et ont été renvoyés dans leur pays sans même avoir été payés un seul rouble malgré leurs protestations. Cette surexploitation et cette oppression rappellent celle des ouvriers immigrés du Qatar.



**Cette violence de l'état et du capital, on la retrouve à travers l'expulsion d'habitant-es de Sotchi pour faire place à certains aménagements sportifs.** Pendant toute la durée des JO, la frontière entre la Russie et l'Abkhazie située à 4 km de Sotchi est fermée par les autorités russes sous prétexte de sécurisation et de lutte antiterroriste. Ainsi la dictature russe empêche les travailleurs-ses frontaliers abkhazes de se rendre à leur travail et les paysan-nes pauvres de ce pays de vendre leurs produits alors que la région de Sotchi est leur seul débouché.

**Enfin précisons que les aménagements nécessaires à l'organisation de ces JO ont aussi été réalisés au prix de la destruction d'une forêt, d'une partie de la montagne entourant Sotchi et de la pollution des rivières aux alentours.** Pour couronner le tout, ces JO comme les autres génèrent des milliards d'euros de dépenses, l'augmentation des prix au détriment de la satisfaction des besoins des populations.



**La dictature russe se maintient au pouvoir du fait d'un régime policier** empêchant toute expression libre et démocratique, mais il faut aussi souligner que cela est possible **grâce au silence et à la complicité des états occidentaux, des firmes transnationales et du mouvement sportif** (cf. déclaration du numéro 2 de la FIFA expliquant que la FIFA préfère travailler avec des pouvoirs dictatoriaux comme la Russie et le Qatar qui accueillent la coupe du monde de football respectivement en 2018 et en 2022).

Plusieurs actions ont eu lieu en France le 1er février à l'initiative de mouvements de défense des droits humains et le 5 février dans le monde pour les droits des LGBT. En janvier, plusieurs mouvements de la gauche anticapitaliste russe ont appelé à se mobiliser contre la répression dont ils et elles font l'objet. Aujourd'hui nous voulons

- rompre le silence et exprimer notre **solidarité avec les victimes de la répression en Russie** ;
- dénoncer le **régime de dictature en Russie**, mais aussi le **soutien qui lui est apporté par le Comité international olympique** du fait même de l'organisation des JO à Sotchi dont les enjeux sont avant tout économiques, financiers et politiques, et par les états qui font le choix d'y envoyer leurs représentants politiques à cette occasion ;
- exiger la **libération de tous les prisonnier-es politiques** ;
- exiger l'**abrogation de la législation anti-homosexuelle**, ainsi que toutes celles qui contreviennent à la liberté d'expression (pétition, presse, rassemblement, manifestation, réunion, grève...).

## Contre le chômage, marches de la dignité dans l'Etat espagnol

En mars 2014, des Marches de la Dignité parcourront l'Espagne pour aboutir le 22 mars à Madrid. Les participant-es à ces Marches affirmeront publiquement que le temps n'est ni aux lamentations, ni à l'abatement mais au contraire à la lutte !



Le gouvernement de l'Etat espagnol attaque durement les travailleurs et les travailleuses depuis des mois. Chaque droit est remis en cause. Une partie de plus en plus importante de la population est confrontée à la pauvreté la plus extrême ; dans les entreprises la précarité est devenue la règle ; tous les services publics utiles à la population sont en voie de destruction.

**Ce n'est pas le manque d'argent qui est la cause de cette situation, mais sa répartition, son utilisation.** Les gouvernements ont donné des sommes colossales aux banquiers : ces centaines de millions servent à expulser les habitant-es de leur logement, à les jeter au chômage, pour que le patronat engrange toujours plus de bénéfices.

Les gouvernements ont donné notre argent aux banquiers, et ils nous demandent de rembourser ces sommes requalifiées « dette publique » !

**Nous nous retrouvons dans les mots d'ordre, portés par les Marches de la Dignité :**

- Nous ne paierons pas leur dette !
- Chacun-e a le droit de vivre dignement.
- Un emploi socialement utile pour tous et toutes.
- Maintien et développement des services publics.

Nous soutenons les Marches qui sillonneront l'Espagne en mars.

→ Nous faisons connaître cette initiative dans chacun de nos pays.

→ Nous appelons les syndicats, les mouvements de chômeurs et chômeuses, à soutenir les Marches pour la Dignité.

**Des délégations des organisations du réseau européen des syndicats alternatifs et de base, dont l'Union syndicale Solidaires, seront présentes dans les Marches et notamment à Madrid le 22 mars.**

## Inde : grève victorieuse de 59 jours, dans une usine automobile

Après une grève de 59 jours, les travailleurs-ses de l'usine *Autofit*, dans l'État d'Haryana ont gagné leur combat contre leur direction antisyndicale. **La société a accepté de reprendre l'ensemble des 17 militants syndicaux licenciés et aussi d'augmenter les salaires.** L'unité entre les travailleurs-ses temporaires et permanent-es a favorisé l'issue positive de cette longue grève. De nombreuses grèves semblables se produisent dans la région industrielle de Gurgaon, près de New Delhi.

## Bulgarie : le patronat propose de revenir quasiment au servage



Le patronat bulgare vient de remettre au gouvernement ses « propositions » ; c'est une attaque en règle contre la législation sociale. Il demande la **possibilité de transférer certain-es salarié-es par contrat entre patrons**, sans l'accord préalable des intéressé-es. Autre « innovation » : abaisser à 15 ans la possibilité d'embaucher les jeunes à exploiter. Au passage, est également demandée une réduction de 20 jours du congé maternité.

Evidemment, serait-on tenté de dire, le patronat bulgare réclame la généralisation des contrats précaires, la disparition des contrats à durée indéterminée ; il pousse jusqu'au « **droit de licencier** » les salarié-es par mail et sans motif.

## Pays basque : mobilisations contre le sommet économique

Le 3 mars, Bilbao accueille un Sommet Économique avec la présence, entre autres, de la présidente du Fonds monétaire international (Christine Lagarde), du secrétaire général de l'OCDE (Angel Gurrea), de plusieurs membres de la Commission européenne, du premier ministre espagnol (Mariano Rajoy), du président du gouvernement basque (Iñigo Urkullu) et des dirigeants de sociétés multinationales.

**De nombreuses organisations, dont les syndicats ELA, LAB, ESK, STEE-EILAS, EHNE, HIRU, CGT-LKN, CNT, appellent à une journée de manifestations et à un contre-sommet**, pour dénoncer tous ces responsables qui ont provoqué la généralisation de la précarité et de la pauvreté, par leurs attaques contre tous les droits sociaux.

# Campagne européenne pour défendre la santé et la protection sociale

Les 7 et 8 février, a eu lieu à Bruxelles le lancement d'une campagne coordonnée au plan européen jusqu'au 25 mai, date des élections Européennes. Ce lancement a consisté à rendre public le 7 février un manifeste européen qui a été remis par des **délégations venues de toute l'Europe**, auprès du 1<sup>er</sup> ministre belge et simultanément auprès de 11 ambassades européennes en leur demandant de le transmettre à leur gouvernements respectifs. Ces délégations ont ensuite convergé devant le siège de l'Unesco à Bruxelles où a été déposée une demande de reconnaissance au Patrimoine Mondial de l' Humanité des systèmes de santé et de protection social publics, égalitaires, solidaires et accessibles à toutes et tous.

La manifestation s'est ensuite rendue au siège de la Commission Européenne où une délégation représentative de 8 pays a été reçue et a déposé le manifeste européen en demandant une réponse à nos analyses et revendications aux commissaires Barnier, Andor et Borg. Ces initiatives ont été suivies le 7 février après midi et le samedi 8 par la 6<sup>ème</sup> Conférence du **Réseau Européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé, de l'action sociale et de la protection sociale** regroupant des associations, syndicats, partis et plateformes de lutte. Elle a permis d'enrichir-la compréhension et l'élaboration d'alternatives aux politiques libérales à partir des témoignages et de réflexions menées dans une douzaine de pays européens : Portugal, Grèce, Etat Espagnol, Italie, Grande Bretagne, Pologne, Belgique, France, Allemagne, Pays Bas, Irlande, Slovénie.



Cette 6<sup>ème</sup> conférence s'est conclue par un appel à l'action des citoyens, associations, syndicats, partis, plateformes unitaires nationales ou régionales de défense de la santé, par une semaine d'action du 2 au 8 avril avec un temps fort le 7 avril date de la Journée Mondiale de la Santé. Les formes en seront décidées dans chaque pays, voire chaque région.

La conférence appelle tout au long de la période du 8 février au 25 mai :

- ⇒ A assurer une diffusion massive des analyses et revendications du manifeste, et à en débattre avec tous.
- ⇒ A s'adresser aux professionnels et personnels de santé, qui subissent durement les conséquences de la commercialisation et de la privatisation de la santé.
- ⇒ A rendre visible cette campagne internationale à l'occasion de toutes les initiatives unitaires qui se dérouleront notamment le 8 mars, le 1<sup>er</sup> mai, mais aussi dans les domaines de l'immigration, de l'extrême droite, des aîné-es, des jeunes,... Il s'agit d'y inscrire les dégâts causés par la commercialisation de la santé.
- ⇒ A interpeller les candidat-es aux élections européennes à partir du manifeste à travers notamment la tenue de réunions publiques où seront invités les candidats pour répondre au manifeste.
- ⇒ A s'opposer à la construction du « partenariat transatlantique » qui menace particulièrement la santé, l'action sociale et la protection sociale.
- ⇒ A élargir le réseau européen au maximum de pays et au plus grand nombre d'associations, syndicats, partis,... qui combattent la privatisation par la mobilisation citoyenne.

**La victoire de la Marea Blanca espagnole, qui a mis en échec la privatisation de 6 hôpitaux de Madrid autour du mot d'ordre « la salud no si vende, se defiende »,** montre la voie pour toutes les citoyennes et citoyens d'Europe. Il est possible de gagner face à l'appétit des multinationales de la santé, de la pharmacie, des assurances privées !

## Maroc : la solidarité des associations de l'immigration en France

*Cinq associations travaillant sur les droits de l'Homme au Maroc et dans l'immigration marocaine en France se sont retrouvées pour échanger autour de sujets qui les préoccupent et qui sont en lien avec les luttes démocratiques pour un État de droit au Maroc.*

Partant du même constat de la situation générale au Maroc, l'Association des Marocains de France (AMF), l'Association des Amis et Parents des Disparus au Maroc (APADM), l'Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), l'Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF) et le Forum Marocain Vérité et Justice (FMVJ-France) sont conscients que les réponses à apporter aux différents questionnements et interrogations qui traversent toutes les structures ne peuvent être que dans le cadre d'un travail collectif. C'est ainsi qu'un accord s'est dégagé de la discussion : **Préparer et proposer ensemble dans la mesure du possible des campagnes de solidarité avec les mouvements de protestation populaire et pacifique qui se développent au Maroc**, ainsi qu'un cycle de débats pour pouvoir allier réflexion et action. Deux actions immédiates ont été retenues pour concrétiser cette volonté :

- ❑ Organiser un débat public à l'occasion du 3<sup>ème</sup> anniversaire du mouvement 20-Février, sous l'intitulé «Réalités des libertés publiques et démocratiques au Maroc à l'aune du mouvement 20-Février ».
- ❑ Mettre en place une campagne internationale de solidarité avec les ouvriers marocains qui sont en mouvement de grève ou de protestation à Ait-Melloul (région d'Agadir) et à Imider (région de Ouarzazate). L'idée de relancer le Collectif Maghreb Solidarité qui a déjà travaillé sur les événements de Sidi Ifni (Maroc) et de Gafsa (Tunisie) a été retenue.

## Pérou : solidarité internationale avec Cajamarca

*Une campagne médiatique a été lancée dernièrement au Pérou contre le mouvement de solidarité internationale avec la population de Cajamarca (Andes Nord du Pérou), en lutte pacifique depuis trois ans, pour la défense de l'eau et de l'environnement, contre le méga projet minier « Conga » de l'entreprise Yanacocha (multinationale Newmont-Buenaventura-Banque Mondiale).*

Ce projet d'exploitation minière à ciel ouvert détruira cinq lacs de haute montagne, 700 sources d'eau et 260 hectares de prairies humides. Il constitue une menace directe pour la santé et la vie des habitants ainsi que pour l'environnement de cette importante région agricole péruvienne et contaminera tout le réseau hydrographique en aval, autant sur le versant Pacifique que sur le versant amazonien, avec un impact sur des milliers de personnes. **Depuis trois ans, les populations concernées résistent de manière pacifique.** La réponse des autorités a été la répression : en juillet 2012, cinq personnes furent tuées par la police et une cinquantaine furent blessées par balles. L'indignation provoquée par cette vague de violence avait alors soulevé l'ensemble de la population de cette région des Andes et suscité la solidarité nationale et internationale.

**Le méga projet « Conga » fut officiellement suspendu en août 2012.** Aujourd'hui, toutes les associations démocratiques, organisations sociales, syndicats et personnalités étrangères qui manifestèrent leur indignation et leur solidarité avec Cajamarca, et dont les objectifs humanitaires ne peuvent être mis en doute, sont l'objet d'une campagne de dénigrement lancée dans la presse péruvienne. Lancée par un consultant connu pour être au service des entreprises minières, cette campagne s'attaque à des organisations et personnalités connues pour leur engagement en faveur de la défense de la démocratie, des Droits de l'homme, des droits environnementaux, du droit à l'eau reconnu partie intégrante des droits humains au niveau international depuis la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 28 juillet 2010 et du droit à consultation préalable, reconnu par la convention 169 de l'OIT. **Cette campagne vise également à discréditer tous ceux qui, au Pérou, se sont opposés au projet minier « Conga » et qui continuent à défendre les droits de la population.** Elle met en danger des personnes accusées de recevoir des soutiens de l'étranger et de s'opposer au développement du Pérou.

- Nous avons des raisons pour exprimer notre préoccupation au moment où la loi N° 30151 vient d'être adoptée garantissant l'impunité des forces policières et de l'armée en cas d'abus et de violences et violant ouvertement les conventions internationales et où d'importants contingents de police sont installés dans les trois villes de la région de Cajamarca (Célandin, Cajamarca et Bambamarca).
- Nous constatons également avec inquiétude la déclaration d'impunité et l'abandon des recherches pour établir la responsabilité de l'assassinat des cinq victimes des manifestations de juillet 2012 par le tribunal de Chiclayo.
- Nous dénonçons cette campagne médiatique et exigeons du groupe de presse El Comercio notre droit de réponse.
- Nous demandons au gouvernement péruvien de désavouer cette campagne diffamatoire contre des organisations et des personnalités politiques reconnues pour leur défense des droits démocratiques en France et dans le monde entier.
- Nous alertons toutes les organisations de défense des droits humains au niveau national et international, appelons à la plus grande vigilance et réaffirmons solennellement et fermement notre solidarité avec les populations de Cajamarca, les membres des rondes paysannes et les dirigeants sociaux et politiques péruviens directement menacés.
- Nous appelons toutes les organisations sociales et démocratiques défendant les droits humains et environnementaux à renouveler leur solidarité en signant ce communiqué unitaire et à rejoindre la coordination que nous constituons en France et en Europe.

## Solidaires en action dans le monde !

L'Union syndicale Solidaires est engagée dans de nombreuses initiatives internationales :

- Nous avons répondu positivement à l'invitation des syndicats qui tiennent le congrès de fondation de la **Nueva Central de Trabajadores, à Mexico** les 21 et 22 février.
- Le 25 février, les syndicats de la fédération **SUD-Rail sont à Strasbourg devant le Parlement européen** qui vote le 4<sup>ème</sup> paquet ferroviaire.
- Nous serons présent-es à la prochaine réunion de **coordination de l'Alter Summit**, les 13 et 14 mars à Bruxelles.
- **Le réseau européen des syndicats alternatifs et de base se réunira à Berlin**, du 14 au 16 mars, avec des délégations d'Espagne (CGT, Intersindical), de Catalogne (IAC), d'Italie (CUB, USI), de Suisse (SUD Vaud), d'Allemagne (TIE), de France (CNT-f, CNT-SO, Solidaires) ; **une réunion de coordination du réseau syndical internationale de solidarité et de luttes**, entre CSP-Conlutas du Brésil, CGT de l'Etat espagnol et l'Union syndicale Solidaires.
- Des délégations Solidaires participeront à l'arrivée des **marches de la dignité, à Madrid** le 22 mars.
- Nous serons à **Athènes**, du 28 au 30 mars, pour une rencontre axée sur la lutte contre le fascisme, la crise en Europe.
- Une délégation Solidaires sera présente, du 4 au 6 avril, à Chicago pour la **conférence de Labor Notes**.
- Le 4 avril, Solidaires sera représentée à **Bruxelles si la CES confirme sa manifestation** européenne.
- Un représentant Solidaires participera à la **Caravane pour la paix et la conquête de la démocratie en Colombie**, à l'invitation de nos camarades de Sinaltrainal, du 21 avril au 3 mai.
- Nos syndicats membres de l'Union du Personnel des Finances en Europe (Solidaires Finances publiques, Solidaires Douane) participeront à une **manifestation européenne à Bruxelles**, le 17 mai.